Patrick Martin sur France Info : "Nous serons très attentifs pour trouver les bons réglages"

Publié le 25 septembre 2024

Invité de France Info le 24 septembre, Patrick Martin est revenu sur la nomination de Michel Barnier à Matignon et les attentes des entreprises vis-à-vis du nouveau gouvernement.

Sur la nomination de Michel Barnier

"*J'ai été rassuré parce qu'on a eu l'hypothèse à un moment d'un gouvernement NFP, avec des menaces très lourdes sur l'économie du pays et un risque de faillite au regard des marchés financiers. Le Premier ministre hérite d'une situation budgétaire critique dans un contexte de conjoncture économique assez fragile. Donc, il faut qu'on soit très attentif dans une attitude constructive, pour trouver les bons réglages et également imposer à l'Etat, autant qu'on puisse le faire, de prendre des décisions courageuses.*"

Sur les salaires

"*En moyenne, les salaires ont augmenté de plus de 3 %. Or on est sur une trajectoire d'inflation inférieure à 2 %. Les chiffres sont les chiffres, ça veut dire un gain de pouvoir d'achat en moyenne pour les salariés de 1 %.*"

Sur la dette et les comptes publics

"*Il y a deux manières de redresser les comptes : augmenter les recettes. Mais on a dépassé le seuil de douleur, je dirais, en termes de fiscalité. Et puis l'autre solution qui nous paraît beaucoup plus vertueuse, c'est de diminuer les dépenses. Nous, on va beaucoup communiquer et argumenter sur la baisse des dépenses.*"

Sur la remise en cause éventuelle de l'aide à l'embauche pour les apprentis

"*C'est formidable dans ce pays qu'on remette en cause des dispositifs qui marchent. On avait 350 000 apprentis il y a 5 ans, on en a 1 million maintenant. Soit dit en passant, il n'y en a que 25000 dans le public. Il y a 30 % des apprentis dans les grandes entreprises qui disent qu'ils n'auraient pas poursuivi leurs études s'il n'y avait pas eu les aides à l'apprentissage. Et j'ajoute que les entreprises payent les apprentis, forment des apprentis, donc ça a un coût pour les entreprises elles-mêmes.*"

Sur la réforme des retraites

"*Nous partageons complètement l'impératif de maintien de l'équilibre financier du régime de retraites. Il ne faut pas augmenter les cotisations, ni des salariés, ni des entreprises, et il ne faut pas dégrader les pensions... Mais il peut y avoir des ajustements sur un certain nombre de critères. Je pense aux carrières longues, je pense aux carrières hachées des femmes, etc, etc. Nous sommes ouverts à la discussion. J'ai tendu la main aux autres partenaires sociaux, patronaux et syndicaux, pour qu'on reprenne en particulier cette négociation qui n'a pas abouti au printemps sur l'emploi des seniors. Donc, il y a des marges de manoeuvre. Mais si on abrogeait la réforme, il y aurait une sanction séance tenante sur les marchés financiers. Donc un effet dévastateur sur l'activité économique. Il faut être très prudent là-dessus.*"

Sur le rôle des partenaires sociaux

"Il y a des sujets sur lesquels les partenaires sociaux sont capables de s'entendre de manière exigeante, mais sans interférence de l'Etat.".

Sur la politique d'immigration

"Ce n'est pas le Medef qui décidera de notre politique d'immigration. Ça relève du Parlement, ça relève du gouvernement. Il n'en demeure pas moins qu'il faut, dans ce débat, introduire une dimension économique et surtout démographique. Oui, il y a des métiers en tension pour lesquels il faut commencer par mieux former nos jeunes, mieux faire revenir à l'emploi ceux qui en sont éloignés. Mais in fine, ne pas s'interdire de recourir à de la main d'oeuvre immigrée mais de manière très régulée, très ciblée, comme le font très bien d'autres pays.".

>> Revoir l'émission sur le site de France Info